

AKTUELL

CRISE

Le temps des monstres

Richard Graf

Les bons vieux marxistes comme Samir Amin se font rares. Et les occasions de les rencontrer au Luxembourg d'autant plus. Un capital - pour ainsi dire - largement sous-utilisé.

Le directeur de l'Institut d'Etudes Européennes et Internationales du Luxembourg (IEEI) se montrait satisfait : ce lundi 26 octobre la salle Joseph Junck du Casino syndical était comble. C'était la première fois qu'autant de monde s'était déplacé pour la série de conférences avec des orateurs de marque organisée par le IEEI.

Samir Amin est né au Caire en 1931 et habite actuellement Dakar au Sénégal où il dirige le Forum Tiers Monde. Il a fait ses études à Paris après la Deuxième Guerre mondiale. Diplômé en sciences politiques en 1952, il sera aussi statisticien et économiste dans la suite.

Comme beaucoup d'intellectuels marxistes il entrera au PCF, mais son approche « tiersmondiste » l'orientera bientôt vers le maoïsme avant

qu'il ne se mêle aux différentes luttes anti-impérialistes. Actuellement il est un des principaux animateurs de l'altermondialisme. Il contribue régulièrement au « Monde diplomatique » et a publié de nombreux ouvrages, notamment « Le développement inégal » (1973), « La crise, quelle crise ? » (ensemble avec André Gunder Frank et Immanuel Wallerstein, 1982), ou encore « Les défis de la mondialisation » (1996) qui ont marqué les débats altermondialistes à travers la planète.

Samir Amin était de passage à Luxembourg pour présenter son dernier ouvrage « Sur la Crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ». Un livre franchement « optimiste » alors qu'il décrit la crise financière actuelle comme une sorte d'iceberg qui cache la véritable dimension des changements et ébranlements en cours. Pour Amin, il s'agit bien d'une crise systémique du capitalisme tardif - obsolète comme il précise - conjugué à la fin de l'hégémonie des Etats-Unis. Il situe son début en 1971, au moment où la

convertibilité du dollar en or a été supprimée.

Se terminent alors les « trente glorieuses », une période marquée par une coexistence du Welfare State à l'Ouest, une croissance soutenue en Union soviétique et la décolonisation des pays du Sud. Depuis, à la fois les taux de profit n'ont cessé de diminuer - du moins si on les observe à long terme. Le système capitaliste a bien développé des stratégies pour sortir de cette impasse en poursuivant une centralisation inouïe du capital et une mondialisation croissante afin d'acquiescer les « marchés nouveaux ».

La centralisation a conduit à un nombre de plus en plus restreint d'oligopoles constitués par les compagnies transnationales. La mondialisation a mené, surtout après l'effondrement du système soviétique, à une sorte de « belle époque » marquée par des taux de croissance plus élevés. Mais cette phase était de courte durée. Actuellement, on peut observer comment les « ploutocraties de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon) » tentent à restaurer le système à travers les dé-

cisions prises dans le cadre du G20. Mais pour Amin, il n'est plus question que les peuples du Sud acceptent une telle domination et les chances pour une « sortie du capitalisme en crise » se dessinent à l'horizon.

Elle passera par une aggravation du conflit Nord-Sud dont les actuelles guerres au Moyen-Orient ne constitueraient que des préludes. Le fait que certains belligérants, tels les talibans, se réfèrent à des concepts ethniques ou religieux, ne doit pas cacher, selon Samir Amin, qu'il s'agit bel et bien de guerres du Nord contre le Sud. Il existe des moments dans l'histoire où les issues et les luttes paraissent claires - comme par exemple lors de la décolonisation de l'après-guerre - mais nous nous trouvons à l'heure actuelle dans une phase plus « obscure » du développement de la lutte anti-capitaliste où « les monstres apparaissent » comme le disait Antonio Gramsci. Dans l'obscurité, les opprimés attrapent la bouée ethnique ou religieuse que leur jettent les monstres. Mener dans ce contexte les peuples à s'émanciper et à poursuivre une véritable alternative anti-capitaliste devient alors la tâche d'une « pensée marxiste créatrice » doublée de pratiques de solidarité internationale.

Samir Amin, « Sur la Crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise », Pantin, 2009.

AFGHANISTAN

Persister et saigner

David Wagner

La Chambre a débattu cette semaine de la présence militaire du Luxembourg en Afghanistan. Désormais, l'objectif n'est même plus de « capturer » les « bad boys », mais de reconstruire un pays que l'Occident a contribué à détruire.

C'est Félix Braz qui a ouvert les hostilités. Enfin, si l'on peut vraiment parler d'hostilités. Car le débat au sujet de la présence militaire luxembourgeoise en Afghanistan, demandé par le député vert, n'a pas vraiment creusé de tranchées politiques. A l'exception d'André Hoffmann (déi Lénk) qui met en question l'intervention militaire internationale et demande que le Luxembourg, à l'instar d'autres pays comme les Pays-Bas, le Canada ou le Japon, quitte l'Afghanistan, tout le monde était plus ou moins d'accord pour rester là où déjà l'Armée rouge s'est faite ra-

tatiner. Car, comme l'a affirmé le ministre des affaires étrangères Jean Asselborn (LSAP), « nous ne sommes pas là pour occuper l'Afghanistan, mais pour le libérer ». Dommage que jusqu'à présent, la population afghane n'en soit pas convaincue.

Mais que faire lorsque « la bonne guerre » se mue en « mauvaise guerre », s'interroge le quotidien allemand Süddeutsche ? D'ailleurs, dans les sondages, cette guerre perd en popularité de manière vertigineuse, y compris aux Etats-Unis. Désormais, plus de la moitié des Américains s'oppose à la guerre ainsi que les trois quarts des démocrates. D'aucuns qui voyaient en Obama un « remake » de Kennedy ou Roosevelt le comparent désormais au président Lyndon Johnson : alors qu'il avait promis de tout mieux faire, il avait englué les troupes américaines dans le bourbier vietnamien. C'est d'ailleurs ce que le dépu-

té démocrate Jim McGovern insinue, après une visite en Afghanistan, en estimant que « nous nous engouffrons dans une guerre interminable ». Car actuellement, comme l'a consigné le général américain McCrystal, la guerre est perdue, faute de renforcement militaire. Et encore.

Désormais, ces anciens alliés que sont les Talibans, sont devenus l'un des pires casse-tête de l'époque actuelle. La question qu'il faut néanmoins poser est de savoir si la présence de l'ISAF (International Security Assistance Force) qui regroupe actuellement 43 pays (dont le Luxembourg), contribue réellement à lutter contre l'obscurantisme féodal ou si, au contraire, il ne contribue pas, comme l'affirme André Hoffmann, « à développer encore plus le terrorisme ». Par ailleurs, Hoffmann rappelle « qu'actuellement, Ben Laden court toujours et que les Talibans sont tout sauf défaits ».

En tout cas, l'option militaire rencontre de plus en plus de sceptiques. Si Félix Braz, qualifié par Asselborn de « critique positif », ne met pas en doute la légitimité de la présence militaire internationale, il souligne que cette option ne peut à elle seule ré-

soudre le conflit et se fait ainsi le relais des ONG sur place. « La chasse aux Talibans n'est plus le commandement suprême de l'ISAF », renchérit même le député socialiste Marc Angel, qui évoque l'aide à la construction d'une armée et d'une police afghane.

Il semble en effet que le monde, après l'euphorie des va-t'en-guerre post-11 septembre, revienne peu à peu à la raison. Car l'Occident porte une lourde responsabilité dans la situation tragique de l'Afghanistan. Ce qu'il manquait dans presque toutes les interventions des députés lors du débat, c'est une analyse des origines du conflit, qui pourrait amener à une meilleure compréhension de l'hostilité des Afghan-e-s à l'égard du mandat onusien dirigé par l'Otan. Quelle est la crédibilité de la première puissance militaire mondiale, les Etats-Unis, lorsque l'on sait qu'ils ont soutenu les Talibans, vers le début de leur création en 1994 ? Les Etats-Unis considèrent ces derniers comme des stabilisateurs de la région, notamment afin d'assurer la construction de l'oléoduc de l'entreprise américaine Unocal entre le Turkménistan et le Pakistan. Shit happens.